

AKTUELL

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mal-croissance

Richard Graf

Le premier « Zukunftsdesch » n'a pas donné de réponses à la question posée.

« Wéi e qualitative Wuesstum fir eist Land? Landesplanung fir eng nohalteg Zukunft. », tel fut le titre d'une table ronde organisée par le MDDI à Belval lundi dernier. Conçu comme point de départ pour une série d'événements et d'ateliers à venir, ce premier « Zukunftsdesch » n'avait pas tout à fait mobilisé les 700 personnes prévues pour l'audimax de l'université. Parmi les 200 convives on pouvait tout de même découvrir pas mal de représentant-e-s de ce qu'on appelle communément les « forces vives de la nation ». La « qualité » était donc au rendez-vous, ce qui, pour un débat sur la croissance soutenable, devrait être le plus important.

Dès l'entrée en la matière par le ministre en charge du développement durable, François Bausch, une partie - du moins - de l'audience se demandait cependant à quel événement elle avait été conviée. En effet, titre et sous-titre donnaient lieu à une ambiguïté qui allait constituer la trame de fond de ce débat de trois heures.

Il aurait été facile à clarifier ce malentendu, si le ministre n'avait pas li-

vré, dans son introduction, une attaque frontale envers certains de ses détracteurs en qualifiant de « fantôme » le débat sur les 1,1 millions d'habitants que d'aucuns mènent depuis quelques mois.

1,1 millions de fantômes

Le reproche risque de se retourner contre lui, car le chiffre de 1,1 million d'habitants (attendus pour 2060) émane de documents produits par le gouvernement lui-même. Il a fait son apparition dans le « Ageing Report » de la Commission européenne de 2015

et a permis, dans le contexte de la planification budgétaire pluriannuelle, de faire glisser l'objectif de déficit structurel budgétaire que se donne le Luxembourg de plus 0,5 pour cent à moins 0,5 pour cent par an. Une « petite » différence sur laquelle se base cependant l'orientation des finances publiques pour les cinq années à venir. En effet, selon la logique des responsables de la Commission européenne, un État dont la population croît peut se permettre un déficit en misant sur les rentrées futures d'une population active qui augmente en même temps.

On peut évidemment donner raison au ministre s'il présume que l'approche européenne dans le contexte de la politique de stabilité, pour le reste « sans alternative », ressemble à un fantôme. Mais la cohérence des politiques nécessite tout de même de reconnaître que si le ministre des Finances avance une chose, le ministre

en charge de la planification du territoire la prenne en considération pour les scénarios sur lesquels il veut fonder sa politique.

Si le débat qui s'en est suivi n'a pas pu convaincre, ce n'était pas dû à l'absence de force de persuasion du ministre quant à l'état - désastreux - de l'aménagement du territoire d'un côté et aux pistes et scénarios de l'autre. Les douze invités issus des « forces vives » étaient d'accord avec le ministre, du moins sur les constats.

Outre le fait que des débats à douze sont pratiquement ingérables - chapeau en tout cas au modérateur pour avoir permis aux auditeurs et auditrices de tenir le coup pendant trois heures - le vrai débat sur la finalité, la qualité et le besoin même d'une croissance n'a évidemment pas su se faire. Une conclusion a quand même pu être retenue : Le fait de ne pas encore avoir entamé le débat sur la croissance n'empêche pas de faire avancer sur le terrain une véritable réforme de l'aménagement du territoire. Et ce n'est pas le chiffre de 1,1 million qui est à remettre en question, mais la nonchalance avec laquelle des scénarios de croissance sont utilisés comme bases des différentes politiques, alors que l'aménagement du territoire s'est montré incapable de gérer une population qui ne fait que la moitié.

Le deuxième round, prévu après le bouclage de cette édition du woxx, devait donner la parole aux politiques autour de la même thématique - et avec la même ambiguïté. À suivre.



FOTO: WOXX

ALTERNATIVEN ZUM WACHSTUM

Nachhaltig, aber wie?

Raymond Klein

Einfach weiter wie bisher geht nicht, so lautet das Ergebnis eines Podiumsgesprächs zum Wachstum. Die Empfehlungen für die Suche nach Alternativen waren eher widersprüchlich.

Jeremy Rifkin hat viele Fans. Aber auch viele Kritiker. „Seine Konstruktionen sind fantasievoll, blenden aber die materielle Basis aus“, so Harald Welzer. Die Vision, Internet, Sharing Economy und 3D-Drucker würden wie von selbst die Welt zum Besseren verändern, sei „Daniel Düsentrieb“. Der deutsche Publizist war einer der Disputanten bei dem vom Mouvement écologique am Dienstagabend veranstalteten Podiumsgespräch zur Wachstumsdebatte.

Rifkins Vision sei in der Tat „extrem optimistisch und stark vereinfach-

chend“, pflichtete Welzers Kontrahent, der Ökonom Reinhard Loske bei. Er verwies auf die von anderen ausgestaltete Schreckensvision, dass unter der Flagge der Sharing Economy endgültig alle Bereiche des menschlichen Lebens einer Wirtschafts- und Marktlogik unterworfen würden. „Ich denke, beide Szenarien sind möglich“, resümierte Loske. „Aber die Politik muss diese neuen ökonomischen Modelle regulieren, sonst enden wir wahrscheinlich in der Hölle des Sozialdumping.“

Weitgehend einig waren sich die beiden Gesprächsteilnehmer darin, dass seit den 1970er Jahren alle Versuche einer grünen Umdefinierung des Wachstums gescheitert sind. Deshalb müsse man Wachstum an sich problematisieren, befand Loske: „Zu glauben, man könne vom Wachstum schweigen

und trotzdem Nachhaltigkeit erreichen, hat nie funktioniert.“

Gegen Ende der Diskussion warf Welzer die Systemfrage auf: „Im Kapitalismus, wie er heute funktioniert, scheinen Nachhaltigkeit und eine gewisse Sicherheit des Lebens einander auszuschließen.“ Man brauche also etwas Neues. Auch Loske ordnete das jetzige System als keinesfalls zukunftsfähig ein. Als dann noch die Interventionen des Publikums die soziale Frage aufwarfen, wurde klar, dass eine Politik der kleinen Schritte, die niemandem wehtut, den Herausforderungen nicht gewachsen ist. Man darf gespannt sein, ob die bei dieser alternativen Veranstaltung anwesenden MinisterInnen die Botschaft mit in die derzeit stattfindenden Mainstream-Events nehmen.

Selektiv wachsen

Was aber tun? Hier waren sich Welzer und Loske nicht einig. Ersterer geht davon aus, niemand habe heute eine wirkliche Vorstellung von einem nachhaltigen Modell. Deshalb sei es

am wichtigsten, neue Wege auszuprobieren, wie es die Bewegungen des „Urban Gardening“ oder der „Transition Towns“ tun. Loske dagegen hält politische Entscheidungen für unabdingbar. Zu diesen gehöre die Förderung der neuen Bewegungen, aber auch die Festlegung konkreter, quantifizierter Ziele.

Ob sich Luxemburg im Rahmen der offiziellen Zukunftsdiskussion solche Ziele - die über die von der EU verordneten hinausgehen - geben wird, bleibt abzuwarten. Die Wachstumspläne an sich - bis zu über eine Million Einwohner im Jahre 2060 - stellte Loske interessanterweise nicht grundsätzlich in Frage. Statt von qualitativem solle man aber besser von selektivem Wachstum - in bestimmten Bereichen - reden. Ziel sei, dass ein reiches Land wie Deutschland insgesamt betrachtet nicht mehr weiterwachsen, und in bestimmten Regionen müsse man die Schrumpfung managen. Doch urbane Räume mit Innovationsclustern und Zuwanderung könnten durchaus noch wachsen - was wohl auch auf Luxemburg zutreffen.